Compte-rendu de la réunion de la commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres et les jeunes leaders pour la préparation de la CSW69
Mardi 11 février 2025 (14h-16h, heure de Paris), CGLU

1. **Mot de bienvenue de la présidente de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres**
    - **Cécile Roth, responsable des partenariats et point focal pour l'égalité de CGLU**
      - *Salutations aux participants*
      - Rappel que cela fait 30 ans depuis la plateforme de Beijing et que le mouvement municipal lui a plus de 100 ans. Il y a une certaine frustration car la plateforme de Beijing n'a pas pu prendre l'envol espéré mais que cette plateforme reste inspirante pour l'égalité des genre. Cependant, le mouvement fonctionne toujours avec des demandes de mobilisations de partenaires comme celle des femmes à travers la commission et des associations.
    - **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
      - La priorité du comité général est de faire le point sur ce que nous avons accompli au cours de ces 30 dernières années.
      - Les résultats ne sont pas aussi positifs que nous aimerions mais tout le travail fait reste très inspirant pour la lutte en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est pourquoi notre mouvement s'est toujours efforcé de veiller à ce que la perspective locale, la perspective du leadership local de la plate-forme d'action soit prise en compte. Et grâce à cela, nous avons été en mesure de mobiliser de grands partenariat. Mais aussi de lancer une initiative en résonance avec la première déclaration mondiale des femmes dans le processus décisionnel local en 1998 de l'association suédoise des collectivités locales, qui répondait au manque de perspective.
      - Il y a, aujourd'hui, une représentation géographique conséquente avec des dirigeants élus locaux venant des 4 coins du monde. Et, ils vont dialoguer, grâce à notre partenariat avec ONU Femmes, avec des jeunes leaders qui ont été très actifs dans le processus de consultation de Beijin+30. Mais, il y a aussi, ici présent, beaucoup de participants représentants les coalitions d'action de Génération Egalité ; et en particulier un qui est très cher à mon cœur, la coalition d'action 6 sur le leadership féminin.
    - **Mme Fatimetou Abdel Malick, présidente de la région de Nouakchott, présidente de CGLU-Afrique, présidente de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres**
      - Ravie d'ouvrir un espace d'échange. Remerciements aux collègues membre de la commission permanentes et à celles nouvellement élues. Rappel que la

commission permanente est le principal organe qui est le moteur de CLGU Femmes, le réseau reconnu comme la voix mondiale des femmes élues locales par les agences nationales et les Nations unies. En tant que force derrière l'instrument CGLU-Femmes, la Commission permanente assure également la participation active des femmes à la gouvernance, tient l'Organisation responsable de l'intégration de l'égalité des genres et est le fer de lance du mouvement municipal féministe mondiale. Elle fait le lien entre les agendas mondiaux et les priorités locales, en veillant à ce que les politiques ancrées dans le soin, l'égalité et la participation façonnent l'avenir de nos villes et de nos territoires. Les territoires doivent être des espaces d'émancipations des femmes et des filles. L'ambition politique des femmes doit pouvoir se concrétiser sans barrière ni violence.

- L'année 2025, c'est les 30 ans de Beijing mais les inégalités persistent. En particulier, elles se manifestent de façon structurelles. Chaque avancée est le fruit d'un engagement collectif. C'est un travail de solidarité et de résilience. Il faut avoir une vision commune. C'est le moment de regarder en arrière et de mesurer les progrès accomplis mais aussi d'identifier avec lucidité et espoir les défis auquel nous sommes confrontés et les opportunités à saisir.
- La stratégie du collectif est centrée sur l'examen de localisation de la plateforme de Beijing. Une action collective en tant que mouvement municipale féministe avec tous les membres partenaires. C'est la stratégie menée par la commission permanente.
- Les voix des élus, des gouvernements locaux et régionaux sont essentiels pour atteindre l'objectif d'égalité de genre mais souvent négligés dans la politique national. Pourtant, ce sont des acteurs politiques clefs qui favorisent la participation des femmes en politique. Ils ont un rôle fondamentale dans l'avancement de l'objectif de Beijing. Avec les services locaux, l'idées est aussi d'aider à réduire la pauvreté, garantir l'accès à la santé et l'éducation. En ce sens, le travail envisagé aujourd'hui se fait avec des partenariats clefs qui sont l'ONU Femme, les leaders femmes du forum Génération Egalité et la secrétaire générale de CGLU. Et, c'est grâce à ce partenariat que sont accueillis les jeunes leaders de la société civile, qui font résonner leurs voix dans différents événements pour faire l'état des lieux de la mise en œuvre de la plateforme de Beijing.
- L'objectif est de réunir les voix de CGLU et des jeunes leaders pour préparer une stratégie commune pour la Commission de la condition de la femme (CSW69).
- Lance l'appel à imagine ensemble des chemins pour arriver à l'égalité des genre. Le souhait d'un travail avec CGLU qui aide à renouveler le courage, l'énergie et la stratégie. En ce sens, il faut prendre part à la discussion en échangeant ses idées et ambitions.

2. **Contributions du mouvement municipal féministe en vue de Beijing+30 : CSW69**
   - **Mme Lana Ackar, ONU Femmes**

     - Merci beaucoup. C'est avec beaucoup d'humilité que je me trouve parmi vous aujourd'hui et j'apprécie beaucoup, personnellement et au nom de vous et des femmes, l'invitation qui m'a été faite de me joindre à vous. C'est

toujours un plaisir d'entrer en contact avec la communauté CGLU et je tiens à remercier mes collègues, Rita Muyambo et Erika Dipuy, d'avoir établi ce lien.
- Alors que nous nous réunissons ici pour célébrer le 30e anniversaire de la déclaration de Beijing et de la plate-forme d'action, il est évidemment essentiel de réfléchir aux progrès réalisés et aux lacunes qui subsistent en ce qui concerne les droits des femmes dans le monde.
- L'équipe dont je fais partie travaille sur l'avancement de la participation politique des femmes et nous reconnaissons que la participation des femmes est absolument essentielle pour atteindre l'égalité des sexes et les objectifs durables. Leurs voix et leurs points de vue sont essentiels, comme nous le savons, pour façonner les politiques et les décisions qui affectent leur vie. Et lorsque des femmes participent à l'élaboration des politiques ou des lois, nous savons que ces lois et ces politiques servent mieux les femmes et les hommes. Nous trouvons particulièrement important d'impliquer les jeunes femmes à tous les niveaux de la prise de décision, y compris dans la gouvernance locale, et de veiller à ce que la prochaine génération soit préparée à diriger et à défendre l'égalité entre les hommes et les femmes. Nous savons que cela implique d'apporter des idées nouvelles et des solutions innovantes pour que les femmes et les filles puissent exercer leurs droits humains et réaliser leur plein potentiel.
- En tant que championne mondiale de l'égalité de genre, nous travaillons avec les femmes pour élaborer et faire respecter des normes et créer un environnement dans lequel chaque femme et chaque fille peut exercer ses droits humains et réaliser son plein potentiel. En ce sens, nous collaborons avec diverses parties prenantes dont CGLU. ONU Femmes est l'agence qui mesure la participation des femmes dans la décision à l'échelle locale. Une fois par an, il y a un recueil de données qui est diffusé et permet d'aider à formuler des plaidoyers. Il y a encore 4 ans, il n'y avait pas d'indicateurs sur les services portées par les femmes au niveau locales. D'après les chiffres de janvier dernier, les femmes représentent 35% des élus dans les gouvernements locaux. Ce qui est plus élevé que dans les parlements nationaux où ce chiffre n'est qu'à 27%. Cependant, il y a des différences entre différents gouvernements locaux. En Colombie, il y a 50% de représentations féminines mais ce chiffre peu s'abaisser dans d'autres endroits du monde à 10%.
- On parle beaucoup de Beijing mais permettez-moi également de mentionner un développement très important qui s'est produit l'année dernière lorsque le comité CEDAW (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes) a adopté une nouvelle recommandation générale numéro 40 sur la représentation égale et inclusive des femmes dans la prise de décision. Cette nouvelle recommandation générale fournit des orientations actualisées aux États parties. Pour parvenir à une représentation égale des femmes et des hommes, il faut insister sur une parité de 50-50 dans la prise de décision dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Elle souligne également l'importance de la participation des jeunes, en particulier des jeunes femmes. La parité doit toujours être un points de départ pour relever des défis comme la violence contre les femmes ou les stéréotypes. Les parties politiques ne sont pas

toujours très amicaux avec les femmes et il faut donc continuer à travailler là-dessus.
- Il y a une reconnaissance des partenariats avec CGLU, les soutiens à des groupes féministes et jeunes leaders pour renforcer les capacités. Le leadership est important pour promouvoir l'échange intergénérationnel. Cela inclut les jeunes hommes et les jeunes femmes. Tout ceci aide à comprendre comment aller au-delà des barrières mentales.
- Enfin, permettez-moi de vous remercier une fois de plus de nous avoir accueillis aujourd'hui. Et je nous invite tous à réaffirmer notre engagement en faveur de l'agenda de Beijing+30, en veillant à ce que les femmes, et en particulier les jeunes femmes, soient au premier plan de la gouvernance locale.

- **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
  - Remerciements de cette intervention.
  - Grâce au leadership des femmes élues qui se sont réunies pendant cette période très difficile de la pandémie de COVID, sachant que les soignants, les femmes et les dirigeants politiques devaient faire un pas supplémentaire dans la qualité de l'égalité, nous leur devons certainement cela, à des dirigeants tels que Fatimetou Abdel Malick. Au maire de Banjul, à l'ancien maire de Bogota, de Barcelone, de Montevideo et de Mexico. Nous n'oublions pas cet héritage.
  - Mais c'est aussi grâce aux relations que nous avons établies avec la société civile, avec les jeunes femmes, avec les activistes, que nous avons pu veiller à ce que notre discours évolue, à ce que notre vision des priorités évolue, et entrer en contact avec les acteurs du changement qui inspirent les politiques publiques. Et je pense que c'est ce lien entre les décideurs et les acteurs du changement que nous devons favoriser dans le cadre des coalitions d'action et au-delà. Je suis très enthousiaste à ce sujet. Et je suis sûre que la fin de la violence à l'égard des femmes, la justice économique et la représentation dans les instances dirigeantes sont l'un des trois axes que nous pouvons certainement déclencher avec ce type de partenariats. Et le dialogue intergénérationnel que nous encourageons, le dialogue avec les jeunes leaders, joue un rôle très important pour nous.
  - Il ne s'agit pas seulement d'une vision pour l'avenir, mais aussi d'une vision sur les besoins existants des générations actuelles. Et pourquoi ne pas le dire aussi, c'est l'espoir que beaucoup de ces jeunes leaders deviendront des leaders politiques à l'avenir. C'est aussi de cela qu'il s'agit.

- C'est dans cet esprit que je voudrais maintenant donner la parole à la présidente du Refella, le réseau des femmes élues d'Afrique, et maire de Banjul.
Nous aimerions qu'elle se concentre un peu au-delà de l'Afrique et qu'elle nous donne un aperçu des priorités que nous avons.

- **Mme Rohey Malick Lowe, présidente du Refella (réseau des femmes élues d'Afrique) et maire de Banjul**
  - Cités et Gouvernements Locaux Unis considère Beijing+30 comme un mouvement crucial pour évaluer les progrès et approfondir les engagements en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau local. Depuis

la déclaration et la plate-forme d'action de Beijing, c'est-à-dire depuis 1995. Les villes et les gouvernements locaux reconnaissent de plus en plus leur rôle dans l'avancement des politiques féministes.
- Permettez-moi de commencer par dire que le plus important est de localiser les politiques féministes. Je suis d'accord avec vous pour dire que tout agenda doit être localisé. C'est l'une de nos principales priorités. Et vous serez tous d'accord avec moi pour dire que chaque programme doit désormais être localisé. Nous l'avons vu avec les objectifs du Millénaire pour le développement ave cette idée de la localisation des priorités. CGLU a été à l'avant-garde de la promotion du municipalisme féministe. Nous considérons ses gouvernements locaux comme des acteurs clés de la justice en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Et je suis sûre que vous serez tous d'accord avec cela.
- Nous avons été en France, nous avons été à New York. Nous avons défendu ces mouvements féministes municipaux pendant si longtemps et nous avons examiné la perspective de la prise en charge. Malgré les cadres mondiaux, les efforts en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sont souvent bloqués au niveau national. Les gouvernements municipaux doivent mettre en œuvre le changement de manière souterraine (*underground*). C'est pourquoi il est important de localiser les services publics sensibles au genre.
- Les villes féministes doivent fournir des services accessibles à tous, tels que des services universels de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées, afin de redistribuer le travail non rémunéré. Des transports publics sûrs et un aménagement urbain qui donne la priorité à la sécurité des déplacements et à la mobilité. Logement et protection sociale pour les femmes.
- Là encore, vous verrez que lorsque j'ai commencé, j'ai parlé des municipalités dans la perspective de la prise en charge et ici, vous pouvez voir notre perspective et notre plaidoyer en faveur de la prise en charge. Le leadership et la participation des femmes à la vie politique, bien que des progrès aient été accomplis, la parité au niveau municipal n'est toujours pas respectée. La parité à la tête des municipalités n'est toujours pas atteinte. Les obstacles structurels, y compris les normes sociales et les traditions culturelles, à la pleine participation des femmes à la politique locale : il sera essentiel d'encourager la participation significative et l'encadrement des jeunes femmes ainsi que leur autonomisation.
- Et je tiens à dire que l'exemple n'est pas loin de vous. Je suis la seule maire femme de Gambie. Cela suffit donc à vous montrer la mentalité et notre perspective d'encouragement à la prise en charge, qui est très inclusive, et la façon dont le mouvement veut que les femmes fassent aussi partie du cap national. Nous avons fait le tour de la question et si je dis « nous », c'est pour dire « nous ». CGLU et sous la direction d'Emilia Saiz, était également présente au Togo. En collaboration avec l'Union européenne. Et nous avons un peu plus de 200 maires femmes dans toute l'Afrique. Et tout cela était axé sur la prise en charge, complétant ainsi l'effort du mouvement municipal féministe.
- Les villes, les régions et leurs associations sont essentielles à la mise en œuvre d'une économie féministe centrée sur les soins et pour reconnaître

que le travail de soins est essentiel au bien-être économique et social. Cela m'amène à citer le secrétaire général de l'ONU qui a dit qu'il fallait écouter les villes.
- Une transition juste dans les politiques climatiques et numériques doit intégrer un prisme féministe. Ainsi, les femmes, en particulier celles qui occupent des emplois précaires, ne sont pas laissées pour compte. On constate une fois de plus que le mouvement n'a rien laissé de côté. Nous parlons des questions climatiques parce que nous comprenons que les femmes sont les plus vulnérables dans ce domaine. Quand il y a des inondations, nous souffrons. Lorsqu'il y a une sécheresse, nous souffrons.
- L'augmentation de la violence urbaine à l'encontre des femmes nécessite une action urgente. Celles d'une politique de sensibilisation sur la question du genre axé sur la sécurité et la sécurité numérique.
- Au cours du COVID, la violence fondée sur le genre a augmenté. Encore une fois, vous avez vu l'inclusivité du mouvement féministe. L'intersectionnalité et le féminisme colonial. Le leadership du féminisme du Sud global est essentiel dans la discussion de Beijing+30. Il faut reconnaître que les approches eurocentriques du haut vers le bas ont fait échouer de nombreuses communautés, les migrants autochtones et les femmes handicapées, ainsi que d'autres minorités, doivent occuper une place centrale dans le processus de prise de décision. Et lorsque nous parlons du mouvement municipal féministe, je ne cesse de le répéter, nous ne parlons pas seulement du point de vue des femmes. Oui, nous parlons du point de vue de l'attention et de l'inclusion parce que nous sommes tout à fait conscients que l'autre sexe est notre partenaire et que nous le reconnaissons et qu'il est très important. Pour l'avenir, CGLU et le mouvement municipal féministe appelle à une remise en question radicale de la gouvernance.
- Il faut davantage de financement et d'autonomie pour les gouvernements locaux afin de mettre en œuvre des politiques sensibles au genre. Et c'est pourquoi, CGLU prend très au sérieux les maires. Car lorsque nous parlons de localisation, nous voulons dire que ceux qui devraient être au centre des choses devraient être ceux qui se trouvent au niveau local. Et les maires sont à l'avant-garde de ce plaidoyer. Que les maires se l'approprient : vous êtes les champions du mouvement municipal féministe. Exigeons la solidarité internationale entre les villes pour remettre en cause les politiques néolibérales et l'inégalité perpétuelle comme la plateforme Beijing le conçoit. Et encore une fois, vous avez vu mon dernier point, lorsque nous, en tant que mouvement municipal féministe, disons avec audace que nous ne pouvons pas le faire seules. Nos partenaires, c'est l'exécutif. L'exécutif est très central. Ils sont très importants lorsque nous voulons faire avancer le mouvement municipal féministe et, sur ce point, je tiens à vous remercier chaleureusement.

- **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
  - Merci beaucoup. Nous avons des participants du monde entier. Je vois des membres de CGLU ASPAC aux Philippines, en Malaisie, d'Eurasie, d'Afrique et d'Amérique latine, un groupe très intéressant, plus de 100 participants. Merci beaucoup pour ces contributions qui, je pense, vous et le président Fatimetou

Abdel Malik, ont encadré le travail dans la perspective institutionnelle et dans la perspective de la présidence.
- Je pense que ce cadre et les contributions de nos partenaires d'ONU Femmes constituent une introduction parfaite pour commencer à écouter les représentants des jeunes qui seront modérés et animés par Cécile Ross, notre point focal au Secrétariat mondial pour l'égalité des sexes. Cécile, nous sommes très enthousiastes à l'idée de ce segment. La parole est à vous et j'espère que nous pourrons entendre autant de représentants de la jeunesse que possible. Nous passerons ensuite à une perspective plus régionale avec les représentants des différentes régions du monde qui sont représentées au sein du comité permanent. Mais tout d'abord. Nous avons hâte d'entendre les voix des jeunes.

3. **Priorités de la jeunesse pour Beijing+30**
   - **Mme Cécile Roth, responsable des partenariats de CGLU et point focal pour l'égalité**
     - Merci beaucoup. Merci à tous. Et aujourd'hui est en effet une occasion très spéciale pour nous, alors que nos circonscriptions alliées se réunissent. Exceptionnellement, nous aurons des jeunes leaders qui se réuniront aujourd'hui avec notre comité permanent et je les présenterai dans une seconde, afin que nous puissions explorer ces liens de longue date entre notre travail avec les gouvernements locaux et le vôtre autour de l'égalité et de la démocratie et être très stratégiques ensemble avant la prochaine Commission sur la condition de la femme et également tout au long de l'année avec les célébrations de Beijing+30.
     - Les jeunes leaders que nous allons maintenant écouter viennent de toutes les régions et ont participé aux réunions régionales d'évaluation de Beijing + 30 au cours des derniers mois. Et nous sommes très heureux de vous avoir tous avec nous aujourd'hui pour partager vos idées et messages clés avec les membres de notre comité permanent, reflétant également votre représentation dans toutes les régions. Nous allons donc entendre Ishan, Michelle, Rabeb, Maitree et Anne. Et je commencerai par vous, Ishan. Ishan Shai, c'est un plaisir de vous retrouver. Et vous avez participé à la réunion régionale d'évaluation de l'Europe. Et nous aimerions entendre votre point de vue sur les recommandations mondiales pour les jeunes et les adolescents et aussi sur le lien que vous voyez avec la déclaration politique de la CSW.
   - **M. Ishan Shah**
     - Merci beaucoup, Cécile, et merci beaucoup de nous avoir invités dans cet espace. C'est un réel plaisir d'être de retour avec la famille CGLU. Cela me donne vraiment beaucoup d'espoir et de rajeunissement, surtout après avoir su que nous n'étions que mardi, mais cela a été une longue semaine à entendre les déclarations des États membres ici à New York.
     - Nous revenons vraiment en arrière par rapport aux progrès réalisés depuis des décennies et durement gagnés. Je suis vraiment ravie d'être dans cet espace ce matin et merci d'apporter autant d'énergie et d'énergie féministe dans cet espace.

- En parlant d'énergie féministe, c'est ce que sont les recommandations mondiales pour la jeunesse et les adolescents de la plateforme de Beijing. Je le dis chaque année et elles constituent vraiment la référence en matière de langage autour de la CSW. Elles cultivent et rassemblent vraiment la voix des jeunes et des adolescents et toute cette diversité du monde entier pour vraiment faire avancer les priorités des jeunes.
- Il est très important que ces recommandations soient fondées sur les études régionales et sur les réalités des jeunes aux niveaux national et local. Vous entendrez parler davantage de ceux qui se sont engagés de manière plus substantielle dans les processus régionaux.
- Cette année, nous avons réussi à atteindre plus de 16 000 jeunes qui ont contribué à ces recommandations mondiales pour la jeunesse, ce qui est le plus grand nombre dans l'histoire des recommandations pour la jeunesse, que nous avons commencées en 2022. Ils couvrent 30 priorités pour Beijing+30, depuis les 12 domaines critiques jusqu'aux approches décolonisatrices, en passant par le financement du développement, la santé et les droits en matière de procréation, le leadership du mouvement féministe. Et bien d'autres choses encore. Ce que nous faisons avec ces recommandations, c'est que nous suivons de très près les négociations sur la déclaration politique. Nous voyons quels sont les meilleurs points d'entrée pour faire pression en faveur d'un langage fort sur les jeunes, les femmes et les filles, et nous nous assurons que nous ne revenons pas sur les progrès, que nous ne descendons pas en dessous du langage de la déclaration de Beijing+30, dans ce contexte de fragmentation géopolitique et d'érosion de la confiance dans le multilatéralisme.
- Comment pouvons-nous utiliser Beijing+30 pour faire avancer les mouvements féministes et le leadership dans l'ensemble du système des Nations unies et tirer parti de ce moment pour que les jeunes fassent avancer l'action et renforcent réellement leur engagement et leur leadership dans les processus de prise de décision et d'élaboration des politiques. Je vous encourage donc, je vois que les recommandations ont été partagées dans le chat. Je vous encourage tous à les lire. Il existe également un document sur les priorités, qui consolide et synthétise les recommandations.
- Je vous encourage également à les présenter aux jeunes de vos communautés, aux délégations de vos États membres, car, comme je l'ai dit, il s'agit là de l'étalon-or du langage. Ce sont les priorités que nous voulons voir reflétées dans la décoration politique. Et ces recommandations transcendent le processus intergouvernemental. Elles s'adressent à l'énergie féministe et au pouvoir que détiennent les jeunes.
- Comme nous le savons déjà, les jeunes sont déjà à l'avant-garde. Et il est très important de leur donner le pouvoir, l'espace et l'autonomie nécessaires pour prendre des décisions. Je vous remercie donc de nous avoir invités dans cet espace et je suis toujours un ami et un partenaire de CGLU, et je me réjouis de vous voir bientôt à la CSW.

- **Mme Cécile Roth, responsable des partenariats de CGLU et point focal pour l'égalité**

- Merci beaucoup. Et oui, les recommandations des jeunes et des adolescents feront définitivement partie de la stratégie globale du mouvement municipal féministe. Nous nous engageons donc à les partager davantage, à les diffuser à l'ensemble du réseau et à réutiliser et partager à nouveau les messages afin que votre voix résonne très loin et pour soutenir le processus de déclaration politique.
- Je vous remercie donc encore une fois. Nous allons maintenant passer à Michel Murinda. Vous avez participé à l'examen régional de l'Afrique et nous sommes très heureux de vous avoir parmi nous. Vous allez mettre en lumière vos réflexions sur l'importance de l'engagement des jeunes, des gouvernements locaux et de l'élaboration des politiques au niveau local en particulier. Je vous laisse la parole et vous remercie.

- **Mme Chioniso Michelle Murinda, conseillère municipale au Zimbabwe, coprésidente du réseau des femmes dirigeants africaines au Zimbabwe**
  - Merci beaucoup. Je vous souhaite à tous une bonne journée.
  Je m'appelle Michelle Purinda, je suis conseillère et je viens d'une communauté rurale et marginalisée du Zimbabwe. Je suis également coprésidente du réseau des femmes dirigeantes africaines au Zimbabwe. Et comme vous l'avez dit, j'ai participé aux examens régionaux. Je suis ravie d'ajouter ma voix alors que nous nous préparons à la CSW pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes.
  - Aujourd'hui, je me tiens ici non seulement en tant que représentante de mon district, mais aussi en tant que voix des jeunes femmes et des filles qui ont souvent été exclues des espaces de décision. Je veux nous mettre tous au défi de réfléchir de manière critique à la façon dont nous pouvons créer des opportunités significatives pour les jeunes, en particulier les jeunes femmes, de s'engager dans la gouvernance locale.
  - Les jeunes ne sont pas seulement les dirigeants de demain. Nous sommes les leaders d'aujourd'hui. Nous apportons des perspectives nouvelles, des idées innovantes et une compréhension profonde des défis auxquels nous sommes confrontés dans les communautés. Pourtant, nous sommes trop souvent mis à l'écart, relégués au second plan ou ignorés.
  - Dans ma circonscription, les jeunes femmes et les filles sont confrontées à des obstacles systématiques, à des normes culturelles, à un accès limité à l'éducation et à des disparités économiques qui les empêchent de participer pleinement à la gouvernance.
  - Mais lorsque nous sommes incluses, l'impact est transformateur. Les jeunes femmes leaders comme moi plaident pour l'amélioration des soins de santé, de l'éducation et des opportunités économiques dans nos communautés, parmi les nombreuses questions que nous défendons. Nous comblons le fossé entre les groupes marginalisés et les gouvernements locaux. L'inclusion n'est pas seulement un impératif moral. C'est une nécessité pratique pour construire des communautés résilientes et équitables.
  - Le Zimbabwe fait preuve d'engagement dans ce domaine en introduisant un quota de 30% de femmes au niveau du gouvernement local, ce qui porte le pourcentage de conseillères à 33%, ce qui constitue une meilleure pratique au niveau mondial. Dans ce cadre, l'une des conseillères de quartier de chaque

district doit être un jeune, ce qui garantit un leadership intergénérationnel. En outre, le Parlement compte 10 % de jeunes, ce qui renforce la nécessité de faire entendre la voix des jeunes dans la gouvernance. Malgré les progrès réalisés à l'échelle mondiale.
- Les défis sont réels. En tant que jeune conseillère, je me heurte souvent à la résistance des structures dirigeantes plus anciennes, dominées par les hommes, qui me considèrent uniquement comme une femme et non comme une officielle. Mais certains reconnaissent mes capacités et mes compétences. Les idées sont parfois rejetées parce qu'elles sont trop idéalistes et irréalistes. Il y a généralement un manque de mentorat.
Les jeunes leaders ne sont pas soutenus et reçoivent rarement des ressources ou des plateformes pour mettre en œuvre leurs initiatives.
- Dans les communautés rurales comme la mienne, les obstacles sont encore plus importants. L'Afrique reste essentiellement rurale, avec un accès limité à l'électricité et aux infrastructures numériques. Alors que le monde passe rapidement au numérique, 70 % de l'Afrique risque d'être laissée pour compte, les jeunes constituant le groupe démographique le plus important.
- Cette fracture numérique est une menace directe pour l'inclusion des jeunes dans la gouvernance. Si nous ne comblons pas ce fossé, nous réduisons au silence des millions de voix et nous bloquons le progrès.
- Tout d'abord, nous devons aller au-delà du symbolisme. Il ne suffit pas d'inviter un jeune à participer à un panel ou à une réunion. Nous devons créer des opportunités durables pour que les jeunes puissent diriger. Cela signifie qu'il faut s'engager auprès des partis politiques et les réformer pour qu'ils reconnaissent les jeunes comme des décideurs et pas seulement comme des militants. Cela favorise une approche intergénérationnelle du leadership et de la gouvernance. Cela augmente également leurs chances de se présenter aux élections et de gagner s'ils ont le soutien de leurs partis politiques.
- Les partis politiques sont la principale infrastructure par laquelle une personne qui a l'intention de se présenter à un poste est soutenue et soutenue, à l'exception des candidats indépendants.
- Nous avons également besoin d'une masculinité positive dans notre approche féministe de la gouvernance. Non seulement au niveau individuel, mais aussi au niveau institutionnel et gouvernemental. Et cela devrait faire avancer les programmes des jeunes et des femmes. Pour que cela ne reste pas une question de jeunes ou de femmes, mais une question qui concerne tout le monde. Cela signifie une approche collective et collaborative.
- Nous pourrions créer des conseils de jeunes, des comités ou des conseils consultatifs au sein d'espaces de gouvernance et de leadership dotés d'un réel pouvoir de décision. Investir dans des programmes de mentorat qui mettent en relation les jeunes leaders avec des décideurs politiques expérimentés, car certaines qualités ne se trouvent pas dans les institutions académiques, mais dans l'expérience. Fournir des ressources, des formations, une infrastructure numérique pour aider les jeunes femmes à naviguer dans les espaces politiques. Leurs compétences remettent en question les normes culturelles ainsi que l'allocation délibérée du budget national à la jeunesse et ne se contentent pas d'associer les jeunes à des événements sportifs ou

culturels. Mais aussi de véritables questions de gouvernance et de leadership, afin que les politiques soient financées pour être mises en œuvre et ne se contentent pas d'être belles sur le papier.
- Aux maires et aux gouvernements présents aujourd'hui, je demande instamment d'examiner leurs propres communautés. Nos jeunes sont-ils vraiment représentés dans les processus de prise de décision ? Créez-vous des espaces où les jeunes femmes et les filles peuvent s'épanouir ? Investissez-vous dans l'infrastructure numérique pour vous assurer qu'ils ne sont pas laissés pour compte ? Si ce n'est pas le cas, il est temps d'agir Ne nous contentons pas de parler d'inclusion, faisons-en une réalité.
- En conclusion, je voudrais vous laisser sur ces quelques réflexions. L'avenir de nos communautés dépend des voix que nous incluons aujourd'hui.
- Dans mon propre rôle de jeune conseillère au Zimbabwe. Je partage deux commissions. Je suis présidente de la commission de l'environnement et vice-présidente de la commission des finances dans un contexte rural profondément patriarcal. Cela prouve que l'inclusion significative des jeunes est possible, mais qu'elle doit être intentionnellement financée et soutenue. Engageons-nous à construire un monde où chaque jeune femme et chaque jeune fille a la possibilité de diriger, de s'exprimer et de façonner l'avenir. Je vous remercie de votre attention.

- **Mme Cécile Roth, responsable des partenariats de CGLU et point focal pour l'égalité**
  - Merci beaucoup, beaucoup d'avoir mis l'accent sur ce sujet. La participation politique des jeunes femmes comme point d'entrée pour l'égalité dans nos villes et nos régions. Et je suis également très heureuse de savoir que vous avez aussi cette expérience très concrète sur le terrain en tant que conseillère municipale. Et je voulais juste mentionner que nous avons également représenté aujourd'hui des jeunes élus au niveau local en Afrique.
  - Je passe maintenant la parole à Anne Heloise. Je sais que vous devez partir dans quelques minutes, mais la parole est à vous et nous sommes très heureux d'entendre votre point de vue sur votre engagement sur ces sujets en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- **Mme Anne Heloise, jeune responsable de Génération Egalité**
  - Je m'appelle Anne Heloise. Je suis une militante brésilienne pour la justice climatique et je suis actuellement une jeune responsable de la coalition d'action féministe pour la justice climatique du Forum Génération Égalité.
  - J'ai assisté à l'examen régional pour l'Amérique latine qui s'est tenu au Chili au mois de décembre dernier. Selon moi, la première chose à faire est de présenter la plate-forme de Beijing à la jeune génération. C'est un document qui date de 1995. Je n'étais même pas encore né. Je suis né en 1997.
  Nous devons donc présenter ce document, cette plate-forme très importante, ce traité international très important, à une jeune génération. Nous avons eu une merveilleuse consultation au Chili et il y avait beaucoup de femmes âgées et elles sont formidables. Elles sont merveilleuses. Nous avons beaucoup appris d'elles. Mais nous devons aussi écouter la jeune génération. Afin d'avoir un dialogue intergénérationnel inclusif qui puisse rassembler une

jeunesse diversifiée, comme les Noirs, les indigènes, les femmes de la base, etc.
- Ici, au Brésil, nous avons aussi les femmes de l'amazone qui, la plupart du temps, sont très éloignées des postes de décision. Et tout cela est très important pour nous aider à inclure des thèmes très importants qui manquent. Certains de ces thèmes sont donc le changement climatique - comment le changement climatique affecte-t-il les femmes et les filles, comment est-il lié au travail de soins, comment menace-t-il les droits sexuels reproductifs des femmes.
- L'accent est mis sur les droits numériques à l'ère de l'intelligence artificielle et sur de nombreux autres sujets qui doivent être abordés dans le cadre de la révision que nous effectuons cette année. Et bien souvent, ce sont de jeunes militantes qui luttent en première ligne contre ces problèmes. C'est pourquoi nous devons les entendre.
- Afin de faire entendre nos voix lors de la consultation régionale, ici en Amérique latine, nous avons rédigé une déclaration d'utilisateur qui a été lue le dernier jour de la consultation par ma chère collègue, Laura Huertas, qui est une femme indigène du Panama. Je mettrai très rapidement le lien vers cette déclaration.
- Je pense donc qu'au niveau local, il faut enseigner aux jeunes l'importance du Beijing, comme je vous l'ai dit. Les résonances, c'est de présenter cette déclaration à une jeune génération. Parce que moi, par exemple, bien que je travaille dans le domaine des droits de l'homme, je n'ai eu connaissance de la plateforme qu'après mon engagement auprès de Génération Égalité, après mon engagement auprès des jeunes femmes, je pense que les gouvernements devraient également renforcer leurs capacités en proposant des cours et des activités de renforcement des capacités à ces jeunes femmes, à cette jeune génération.
- Une fois qu'elles ont acquis ces connaissances. Ces jeunes filles peuvent le transmettre à d'autres personnes de leur communauté. Elles peuvent utiliser Beijing dans leurs stratégies de plaidoyer afin d'obtenir des droits, en s'engageant auprès du gouvernement, de la société civile et de nombreux autres acteurs.
- Je vous remercie de m'avoir invitée. Je vais mettre le lien vers notre déclaration régionale des jeunes ici.

- **Mme Cécile Roth, responsable des partenariats de CGLU et point focal pour l'égalité**
  - Merci pour cette intervention. C'est aussi la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui, l'importance de relier les connaissances que nous avons dans nos communautés locales et que les jeunes, les jeunes leaders ont et de tous les territoires, c'est aussi très important à mentionner, n'est-ce pas ? Il en va de même pour l'Amazonie. Et d'établir un lien avec le cadre mondial de Beijing+30, et ce de manière significative et constructive.
  - Nous allons maintenant passer à Rabeb Aloui. Vous avez participé aux réunions régionales d'évaluation de la région arabe. Nous aimerions connaître votre point de vue et savoir ce que vous pensez des rapports nationaux qui

ont été produits partout dans le monde. Merci beaucoup de vous être joints à nous et à vous.

- **Mme Rabeb Aloui**

  - Tout d'abord, merci beaucoup de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer et de partager mon expérience dans le cadre de Beijing+30. Je me suis concentrée sur la région arabe, mais j'ai une idée des différents rapports provenant de différents pays. Nous vivons peut-être sur des continents ou dans des pays différents, mais nous partageons finalement les mêmes problèmes. Et nous partageons les mêmes objectifs.
  - Pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes, nous devons travailler en coordination avec différents niveaux de gouvernement, avec des politiques nationales guidant les cadres de référence et les gouvernements locaux.
  - Je suis très heureuse de participer à cette réunion aujourd'hui et de parler de l'importance des autorités locales qui sont vitales parce qu'elles comprennent les besoins spécifiques et les défis au sein de leurs communautés, ce qui leur permet d'élaborer des solutions adaptées aux contextes locaux.
  - Pour moi, une gouvernance efficace à plusieurs niveaux garantit que les ressources, les politiques et les services sont alloués de manière égale, en particulier aux groupes marginalisés. Pour moi, les gouvernements locaux, les municipalités peuvent également fournir une plateforme directe pour engager les communautés, en offrant des espaces pour la participation et le plaidoyer des femmes.
  - N'oublions pas le rôle crucial et important des jeunes dans l'avancement de l'égalité des sexes en tant que participants actifs et futurs dirigeants. Ces jeunes qui sont présents ici aujourd'hui et qui représentent des jeunes du monde entier sont les principaux moteurs du changement social et ils apportent une perspective nouvelle. Ils apportent des alternatives, des solutions innovantes. Dans le contexte de l'égalité des sexes, les jeunes peuvent remettre en question les normes traditionnelles en matière de genre, promouvoir l'inclusion et sensibiliser le public à des questions telles que la violence fondée sur le genre.
  - Et pour répondre à votre question concernant les priorités, disons que je parle de mon expérience lorsque j'ai examiné les rapports de la région arabe. Comme je l'ai dit, nous venons de pays différents, de continents différents, mais en fin de compte, nous partageons les mêmes problèmes. Pour ma part, je plaide en faveur d'un travail plus équitable pour les jeunes femmes à l'avenir. Les jeunes, comme je l'ai dit, apportent une perspective nouvelle, de la résilience et des idées nécessaires qui feront tomber les barrières existantes et construiront un monde où l'égalité entre les hommes et les femmes est une réalité vécue. C'est pourquoi je pense qu'il est important de donner aux jeunes, aux jeunes femmes et aux femmes en général les moyens de franchir cette étape transformatrice vers une société plus juste, plus inclusive et plus équitable.
  - Je plaide également en faveur d'efforts accrus pour éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation, en particulier dans les communautés

marginalisées. Je pense aussi que nous devons promouvoir davantage d'opportunités pour les jeunes et les femmes dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et dans tous les autres domaines, et nous attaquer, bien sûr, aux stéréotypes sexistes qui découragent leur participation.

-Je pense également que nous devons améliorer l'accès des jeunes femmes à un travail décent, à l'esprit d'entreprise et aux ressources financières, car je pense qu'elles jouent un rôle énorme et qu'elles sont en mesure de faire pression en faveur de politiques qui éliminent les écarts entre les sexes. Nous devons également veiller à ce que les jeunes femmes aient les compétences nécessaires pour prospérer dans une économie de plus en plus numérique, notamment en ce qui concerne l'apprentissage du codage numérique et l'esprit d'entreprise dans le domaine de la technologie.

- Je pense également qu'il est important d'accroître la participation politique et les possibilités de leadership pour les jeunes et les femmes, y compris les quotas de genre dans les fonctions politiques et les organes de décision.

- Enfin, je pense qu'il est également important de veiller à ce que les voix des jeunes, en particulier des jeunes femmes, soient prises en compte dans les dialogues mondiaux, les processus d'élaboration des politiques et les enseignements tirés au niveau national. Les jeunes d'aujourd'hui exigent l'inclusion de diverses voix provenant de communautés marginalisées, y compris celles qui sont vulnérables, le plus souvent affectées et parfois négligées.

- Merci beaucoup de m'avoir donné la parole.

- **Mme Cécile Roth, responsable des partenariats de CGLU et point focal pour l'égalité**

  - Je vous remercie de tout cœur. Et je vous remercie d'avoir souligné ces défis communs, mais aussi les moyens de progresser que nous pouvons trouver dans tous les pays, dans toutes les sphères du gouvernement et dans tous les secteurs. Je vous remercie donc beaucoup pour cela et les priorités que vous avez mentionnées sont également très bien notées.

  - Enfin, nous nous adressons à Maitree Muzumdar, de la région Asie-Pacifique, pour qu'elle nous fasse part de son point de vue et qu'elle engage les jeunes dans la mise en œuvre concrète de la plateforme d'action de Pékin. Je vous laisse donc la parole.

- **Mme Maitree Muzumdar, cofondatrice de *Feminist Manch***

  - Je vous remercie de votre attention. Bonjour à tous. Je m'appelle Maitree. Je suis la cofondatrice de Feminist Manch, un collectif de jeunes autonome et informel en Inde. Nous sommes membres du comité directeur du processus régional Beijing+30 pour l'Asie-Pacifique, issu de la société civile.

  - Il est très encourageant d'être ici et de voir CGLU, ONU Femmes et les mouvements féministes construire un espace pour forger des partenariats avec les jeunes et les mouvements de jeunesse qui viennent des niveaux locaux et nationaux. Il est vraiment bon d'être avec un réseau de dirigeants de représentants élus locaux.

  - Au cours du processus régional, nous avons travaillé pendant de nombreux mois pour les membres du comité directeur de la région Asie-Pacifique et

nous étions vraiment déterminés, en particulier en tant que jeunes travaillant dans des cadres moins reconnus de collectifs, de mouvements et de réseaux informels.
- Nous étions vraiment déterminés à mobiliser les jeunes pour ce processus et certaines réalisations clés ont été le nombre de jeunes qui ont participé aux consultations officielles que nous avons menées et qui ont alimenté notre rapport régional.
- Cela nous a permis de disposer d'un forum de jeunes féministes entièrement consacré à la jeunesse, dans le cadre du processus d'examen officiel. Des jeunes ont fait des déclarations tout au long du segment ministériel, et des réseaux de jeunes ont été constitués, comme le Caucus LGBT, qui a vu le jour lors du Forum des jeunes féministes.
- En fin de compte, nous avons été en mesure d'alimenter les recommandations globales des jeunes, notamment en étant l'une des seules régions à pouvoir entamer un dialogue au niveau régional sur le processus de revitalisation de la Commission de la condition de la femme.
- Les jeunes se sont profondément engagés dans le processus officiel et en ont fait partie. Lorsque je regarde l'ensemble de ce parcours et le nombre de jeunes qui l'ont rendu possible, cela montre vraiment à quel point les jeunes sont désireux de s'engager dans ces processus sur le genre et les droits de l'homme. Tout ce qu'il faut, c'est institutionnaliser leur engagement dans certains de ces processus. Ce qui s'est vraiment produit parce que nous étions des mouvements dirigés par des jeunes qui siégeaient au comité directeur, profondément conscients des réalités vécues par les jeunes. En particulier ceux qui viennent de communautés marginalisées. Il a également ouvert des voies pour les jeunes, qui ne travaillent pas seulement dans des cadres organisationnels, mais dans des cadres très différents.
- Cela m'a vraiment montré à quel point les processus régionaux et nationaux sont nécessaires, car c'est ainsi que nous pouvons vraiment nous assurer que toutes les contributions proviennent de la base, en particulier lorsque nous travaillons dans ce cadre de refoulement où nous luttons vraiment contre ces mouvements d'extrême droite, anti-genre et anti-droits qui augmentent rapidement et où il devient extrêmement dangereux pour les jeunes de s'engager dans ces processus avec des handicaps, des jeunes qui vivent dans la pauvreté, des jeunes qui viennent de zones rurales et isolées ou qui sont affectés par la guerre, le militarisme, le génocide. Où la violence étatique et non étatique, qui sont très courantes, non seulement dans mon pays, mais aussi dans tous les pays de ma région, comment pouvons-nous vraiment nous assurer que tous ces jeunes sont en mesure de s'engager ?
- C'est ainsi que nous avons pu, par exemple, nous opposer à ces idées de numérisation rapide. Lorsque nous nous dirigeons vers ces processus de la CSW, nous voyons qu'il y a des conversations et des dialogues sur l'IA. Mais ici, dans notre région, nous nous opposons vraiment à cette idée parce que ce qu'elle fait pour nous, c'est qu'elle va à la base pour couper l'accès aux services de protection sociale de base et aux équipements de base pour les plus pauvres d'entre les pauvres. Et cela nous a permis, par exemple, d'exiger de centraliser les soins, les soins non rémunérés et le travail domestique et de

dire que nous ne voulons pas d'une main-d'œuvre qui travaille pour les économies, mais que nous voulons des économies qui travaillent pour nous. Et de l'adapter à notre contexte.
- Ce que nous cherchons maintenant, c'est à créer des solidarités et des partenariats pour la mise en œuvre à tous les niveaux. Ce qui va jusqu'au sommet en s'assurant que tous ces résultats sont vraiment centrés sur les résultats globaux.
- Nous poussons des processus comme la CSW et sa revitalisation à s'engager dans nos réalités politiques, qui sont enracinées dans le colonialisme, l'impérialisme, le fondamentalisme, le capitalisme, le racisme, le castéisme, l'âgisme, et bien d'autres choses encore.
- Alors comment les pousser à s'engager dans ces réalités et s'assurer que les processus s'engagent dans ces réalités vécues où nous travaillons dans le cadre de la reconnaissance et de la prise en compte des injustices historiques contre notre région et notre peuple. Nous avons besoin de résultats, de systèmes politiques et de processus qui soient consciemment réparateurs et redistributifs. Au niveau national et local, cela signifie pour nous que c'est ainsi que l'on localise. C'est ainsi que l'on transfère réellement le pouvoir au niveau local, national et régional en s'assurant que nous sommes également en mesure d'examiner la mise en œuvre à la base. Là où nous pouvons vraiment nous débarrasser des mutilations génitales féminines, des mariages précoces et des mariages d'enfants, là où nous pouvons exiger une éducation sexuelle complète et des services SRHR(*Sexual and Reproductive Health and Rights*) décents et de bonne qualité. Ce qui devient vraiment très difficile à exiger dans notre contexte politique.
- Nous nous rendons donc compte que lorsque nous institutionnalisons le leadership des jeunes féministes en amenant les jeunes des mouvements de base et les marginalisés directement non seulement dans les dialogues, mais dans l'ensemble du processus dès le début, de sa conception à sa mise en œuvre, à son suivi, lorsqu'il est institutionnalisé et qu'il y a un investissement et un engagement conscients, nous travaillons en fait en partenariat avec les gouvernements. Ainsi, la mise en œuvre répond vraiment aux réalités de manière à ce qu'elle soit demandée.
- C'est ce que nous espérons. Et nous sommes vraiment impatients de poursuivre ce dialogue avec vous. J'étais vraiment ravie d'apprendre que cela se produisait. Nous pourrons ainsi travailler à un avenir centré sur le droit, qui soit aussi intergénérationnel par nature.
- Je repasse la parole au comité permanent.

- **Mme Cécile Roth, responsable des partenariats de CGLU et point focal pour l'égalité**

  - Je vous remercie d'avoir souligné le travail organisé que vous faites en tant que groupe d'intérêt des animateurs de jeunesse. C'est également très important, et les alliances avec les organisations de base. Cela fait directement écho à notre travail en tant que groupe auto-organisé de gouvernements locaux et régionaux. Merci beaucoup.
  - Nous allons maintenant passer au segment des sections de CGLU et des membres du comité permanent. Je vais donc redonner la parole à notre

secrétaire générale Emilia Saiz et à ma collègue Carole Morillon. Je vous remercie tous.

4. **Priorités régionales et des sections de CGLU**
   - **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
     - Oui, juste une petite intervention de ma part. Merci beaucoup, Cécile, d'avoir animé ce segment. Nous avons un peu dépassé le temps imparti. Cela en vaut la peine. Je dis simplement qu'il faut garder cela à l'esprit.
     - La prochaine session sera animée par Carole, responsable des affaires internationales de CGLU.
     - Et avant que vous ne commenciez, Carole, juste quelques réflexions pour que les gens comprennent ce que nous allons faire avec les contributions que le représentant des jeunes vient de nous fournir. Ces symboles seront pris en considération lorsque nous finaliserons notre document sur les priorités stratégiques qui alimentera notre déclaration officielle sur la CSW. Nous avons évidemment présenté une déclaration, mais nous sommes en train de finaliser une perspective stratégique. Et comme je trouve que toutes ces contributions sont très alignées avec ce que nous avons essayé de soutenir au sein de CGLU, nous présenterons ce document à nos membres et nous essaierons d'inclure le plus grand nombre possible de contributions.
     - Ce que nous offrons donc, c'est cet espace multilatéral au niveau local. Il s'agit en fait de structurer l'interlocution entre les animateurs de jeunesse et les gouvernements locaux et régionaux. Vos contributions ne seront pas perdues et il ne s'agit pas de les partager, mais nous espérons qu'elles influenceront la manière dont notre politique se présentera dans les mois et les années à venir. Je pense donc que c'est tout à fait pertinent.
   - **Mme Carole Morillon, responsable des affaires internationales de CGLU**
     - Oui, merci beaucoup, Emilia Saiz, et bonjour et bon après-midi à tous. Comme nous sommes un peu en retard, je ne parlerai pas beaucoup. Je rappellerai simplement que, comme la présidente du Comité permanent l'a dit au début et comme la secrétaire générale de CGLU l'a également rappelé, le Comité permanent est un mécanisme institutionnel de CGLU, qui rassemble des représentants des différentes sections de CGLU, en veillant à ce que les régions du monde soient représentées. Étant donné qu'il est déjà assez tard pour eux, je commencerai par la section ASPAC (Asie Pacifique).
   - **Mme Noraini Roslan**
     - Je vous remercie de votre attention membres et participants. Bonsoir de la Malaisie. Alors que nous nous réunissons ici pour traiter de l'égalité des sexes dans la gouvernance locale, je tiens à souligner les priorités du Pacte de la CGLU et la pertinence de l'Agenda de Beijing et des Objectifs de développement durable.
     - Mais aussi, la FCM (femmes en politique local) dans le cadre du Partenariat pour l'innovation municipale : les femmes dans le leadership local. Un projet financé par le gouvernement du Canada. Le partenariat a produit des ressources essentielles pour localiser l'agenda de Beijing et faire progresser l'ODD 5 sur l'égalité des sexes.

- Tout d'abord, le module de formation à la budgétisation participative sensible au genre a fourni aux gouvernements locaux des outils leur permettant d'intégrer des perspectives de genre dans leur budgétisation. En garantissant des services publics équitables et l'éducation aux ressources. Nous soutenons le principe de la déclaration et de la plate-forme d'action de Beijing et favorisons une gouvernance inclusive qui reflète les divers besoins de la communauté.
- Nous organisons des groupes de discussion avec les femmes pour connaître leurs besoins et leurs priorités dans le cadre de l'élaboration du budget de la ville. C'est ce que je fais dans ma ville depuis quelques années. Aujourd'hui, nous l'intégrons également dans notre organisation afin d'avoir une représentante des femmes dans chaque département pour examiner toute proposition que nous allons faire afin d'entendre leur point de vue .
- Cela s'aligne sur l'ODD 10. Celui-ci préconise la réduction des inégalités grâce à une répartition équitable des ressources, car les femmes ont des exigences différentes en ce qui concerne les équipements et les installations qui sont distribués dans les villes.
- Deuxièmement, nous avons des recommandations sur l'innovation qui propose des stratégies pour renforcer les capacités des femmes dirigeantes au sein des gouvernements locaux. Cette recommandation s'attaque aux obstacles systémiques au leadership et à la prise de décision des femmes. Il s'agit de promouvoir leur participation active à la gouvernance et d'établir un lien direct avec l'engagement que nous avons pris, dans le cadre du mécanisme de Beijing, d'améliorer la condition de toutes les femmes et de toutes les jeunes filles.
- Certains pays ont mis en place des quotas pour les sièges parlementaires et les sièges des gouvernements locaux. Mais ils sont encore en retard par rapport à d'autres régions. Le coin de l'innovation et la recommandation de discorde concernant l'engagement du gouvernement local à conduire un changement positif dans le leadership des femmes en Asie-Pacifique.
- En outre, il y a une coordination du réseau de mouvements dans toute la région Asie-Pacifique. Et vous voyez qu'ils prévoient d'engager davantage de caucus de femmes dans l'association nationale, comme la Lady Local Legislature League (Ligue des femmes de la législature locale) aux Philippines.
- En encourageant la collaboration entre ces réseaux, nous amplifions nos efforts pour garantir que les voix des femmes sont prioritaires dans les gouvernements locaux, ce qui est essentiel pour atteindre l'ODD 17, en soulignant l'importance du partenariat.
- Pour aller de l'avant, promouvons activement et mettons en œuvre des outils et des stratégies qui garantissent l'intégration de pratiques respectueuses de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre des gouvernements locaux. Ensemble, nous pouvons cultiver un environnement où les femmes leaders s'efforcent de promouvoir l'égalité et l'autonomisation.
- On promeut l'égalité entre les femmes et les hommes en luttant contre la discrimination et en encourageant la coopération entre les gouvernements

locaux. De même, l'aspect CGLU surveille et promeut la participation des femmes au niveau local dans le monde entier.
- En conclusion, alors que nous localisons l'agenda de Beijing+30, réaffirmons notre engagement en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes à tous les niveaux de gouvernement.

- **Mme Carole Morillon, responsable des affaires internationales de CGLU**
  - Merci beaucoup. En effet, des initiatives très intéressantes. Merci de nous avoir rappelé l'important travail réalisé par le comité permanent de l'ASPAC et la coordination qu'il assure avec les réseaux de femmes de la région. Je profite de l'occasion pour vous rappeler que plusieurs représentants de la jeunesse de la région de l'ASPAC sont présents à la réunion. Il pourrait donc s'agir d'un moyen intéressant d'explorer des collaborations.
  Merci encore.
- **Mme Ana Muniz Neyra, maire de San Mateo Atenco**
  - Bonjour à tous du Mexique et merci pour cette opportunité. Nous sommes ici pour implémenter divers objectifs dans notre réseau de maire femmes en Amérique latine notamment celui de la participation politique des femmes. Nous travaillons également sur les politiques publiques municipales dans une perspective de genre et surtout sur la prévention et la prise en charge de la violence à l'égard des femmes en Amérique latine.
  - Nous créons également le pouvoir d'avoir des politiques publiques pour la vie des femmes en Amérique latine.
  - Nous avons un problème aujourd'hui, en particulier dans la région où le taux de grossesses chez les adolescentes est le plus élevé au monde, et l'on estime qu'un tiers des naissances sont le fait d'enfants de moins de 18 ans. C'est pourquoi nous chercherons également à générer dans chaque gouvernement local une stratégie locale qui nous permettra d'ajouter au travail qui a été fait sur les adolescents en Amérique latine. Mais surtout, le taux de mortalité des femmes touchées par ces maladies.
  - L'organisation d'ateliers, de formations, de séminaires, est importante pour créer des espaces dans les réseaux latino-américains. Nous mettrons à jour le genre et, bien sûr, nous alignerons le programme latino-américain sur les programmes d'action qui se tiendront lors de ces tables. En outre, nous diviserons les actions en priorités avec les réseaux universitaires et spécialisés afin de pouvoir renforcer le travail.
  - Nous devons créer des espaces dans les réseaux des pays d'Amérique latine afin que davantage de femmes locales puissent participer. Les femmes dans le domaine du développement économique de leur vie et de leur famille.
  C'est ma participation et je remercie tout le monde.
- **Mme Carole Morillon, responsable des affaires internationales de CGLU**
  - Remerciements
- **M. Emil Broberg, président de la Commission permanente sur l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)**
  - Merci beaucoup. C'est un plaisir pour moi de vous rejoindre en ligne aujourd'hui.

- Je voudrais vous présenter quelques points de la section européenne, où nous en sommes et ce que nous envisageons pour cette année.
- Nous nous trouvons à un moment charnière pour l'égalité entre les femmes et les hommes, car nous nous appuyons sur les progrès réalisés, mais aussi sur les reculs enregistrés depuis que Beijing a passé le cap des 30 ans.
Au cours de la Commission de la condition de la femme 69 Avec CGLU, nous montrerons comment les initiatives locales à travers l'Europe ont fait progresser les droits des femmes et ont relevé des défis spécifiques.
- La CCRE participera activement à la CSW 69 en veillant à ce que nos expériences et nos points de vue locaux contribuent à un débat mondial.
Nous tenons également à remercier CGLU pour avoir coordonné la participation des gouvernements locaux et régionaux à travers le monde.
- L'objectif de développement durable n°5 au forum politique de haut niveau en juillet représente une opportunité clé pour renforcer notre engagement en faveur de l'égalité des genres. Nous, la CCRE, présenterons les données concrètes et les exemples des communautés de citoyens européens à travers notre rapport annuel sur la localisation des ODD, en veillant à ce que ce cadre mondial reflète nos réalités et nos moyens locaux.
- Je participerai également en personne à la réunion de haut niveau aux côtés de CGLU et du GTF, afin de mettre en avant le point de vue des acteurs de terrain et de façonner les engagements futurs.
- Au niveau européen, je voudrais vous informer que notre feuille de route pour les droits des femmes est actuellement en cours d'élaboration par la Commission européenne. Nous sommes convaincus que pour la mettre en œuvre avec succès, les propositions doivent tenir compte des perspectives locales et régionales. Nous plaiderons bien entendu en ce sens. A partir de cette feuille de route, une nouvelle stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes sera discutée. Il est essentiel que ce document soit profondément ancré dans les expériences et les attentes des communautés aux niveaux local et régional. Notre priorité est de veiller à ce que cette feuille de route se traduise par des mesures concrètes qui répondent aux réalités et aux défis sur le terrain.
- Enfin, l'étude sur les femmes en politique que le CCRE a publiée à la fin de l'année 2024 se concentre spécifiquement sur la violence à l'égard des femmes en politique, en mettant l'accent sur la cyberviolence et sur la nécessité de faire face aux menaces discontinues et croissantes. Nous exploiterons les conclusions de cette étude tout au long de l'année et plaiderons en faveur de mesures spécifiques visant à renforcer la sécurité et à promouvoir une participation politique inclusive aux niveaux local et régional.
- Enfin, je voudrais également m'adresser au comité permanent de CGLU sur l'égalité entre les hommes et les femmes, que j'invite tous en Suède. Nous travaillons actuellement avec le secrétariat de CGLU pour organiser une conférence sur l'égalité des genres à Stockholm en septembre de cette année, où j'espère que nous pourrons unir nos efforts et renforcer notre travail en faveur de l'égalité des genres dans le monde entier.

- **Mme Carole Morillon, responsable des affaires internationales de CGLU**

- Merci beaucoup. En effet, nous travaillons sur cet événement avec l'équipe de Salah, et nous sommes très heureux de travailler sur cet événement. Je vous remercie pour vos contributions.
- L'un des représentants de la jeunesse, je crois, l'a mentionné plus tôt, mais il est très important de faire état de la notion de masculinité positive, qui est manifestement très importante dans l'agenda européen. Et comme cela a été mentionné plus tôt, la Charte européenne a été un document de référence pour les mouvements municipalistes, et pas seulement en Europe. Je sais que nous le disons souvent, mais il est vrai qu'en tant qu'un des seuls hommes à être membre officiel du comité permanent, nous apprécions vraiment votre implication personnelle. Comme nous le disons toujours, si nous n'avons pas d'hommes à bord, nous ne parviendrons pas à faire avancer ce programme de transformation. Je vous remercie donc à nouveau de votre présence.
- Nous passons maintenant à une autre région et j'aimerais proposer que la perspective du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest avec Mme Hanan Kaoud, conseillère de Ramallah. Je la vois hocher la tête. Merci pour votre présence.

- **Mme Hanan Kaoud, conseillère de Ramallah**
  - Je vous remercie. Chers collègues, jeunes leaders, je vous salue depuis la ville de Ramallah. Je vais essayer d'être le plus bref possible car je sais qu'Emilia Saiz est en train de penser à l'heure. Je serai donc très bref. C'est un plaisir d'être avec vous aujourd'hui. Avec vous tous, conseillers, collègues et jeunes leaders, des mots très inspirants et très puissants ont été prononcés aujourd'hui et j'y reviendrai dans mon discours.
  - Je suis très honorée de prononcer cette intervention au nom du Moyen-Orient et de l'Asie occidentale. Une région où les femmes et les filles continuent de porter le plus lourd fardeau. Des conflits, des guerres et de l'occupation. Aujourd'hui, plus que jamais, la priorité absolue de notre région est de protéger les femmes et les filles dans les zones de conflit, en particulier en Palestine. Permettez-moi de dire la Palestine occupée où la souffrance des femmes et de leurs familles a atteint une échelle insupportable sous la colonisation de peuplement. Et bien sûr, quand nous disons colons, nous disons colonies reconnues internationalement comme illégales.
  - La déclaration et le programme d'action de Beijing, adoptés il y a près de trente ans reconnaît que les femmes dans les conflits armés sont confrontées à des violations systématiques de leurs droits, y compris les déplacements, la violence sexuelle et le déni de la dignité humaine fondamentale. J'appelle à une action urgente pour protéger les femmes et garantir leur participation à la résolution des conflits, à la construction et au rétablissement de la paix.
  - Nous avons été témoins de la réalité inverse. Les Palestiniens endurent une violence inimaginable. En violation flagrante du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans les situations de guerre.
  - En tant que collectivités locales et régionales, nous devons aller au-delà de la condamnation et promouvoir des mécanismes concrets qui protègent les femmes. La vie des femmes. L'existence et la dignité des femmes dans les situations de conflit.

- Tout d'abord, veiller à ce que les auteurs des crimes commis contre les femmes et leurs familles en temps de guerre et d'occupation soient tenus responsables de leurs actes. Les jeunes, les enfants, les handicapés. Tous les membres de la famille, y compris les hommes.
- Deuxièmement, la fourniture d'une aide humanitaire directe et immédiate qui donne la priorité à la sécurité et à la dignité des femmes.
- J'aimerais partager avec vous ce que nous faisons actuellement ici à Ramallah. Nous nous associons au Comité national de lutte contre la violence à l'égard des femmes et au réseau des ONG palestiniennes pour lancer demain une campagne de sensibilisation à l'égard des femmes. Et aussi le réseau des ONG palestiniennes pour lancer demain une campagne visant à apporter un soutien humanitaire aux familles qui sont expulsées des camps de réfugiés, et non pas déplacées lorsque vous déplacez quelqu'un pour l'emmener d'un endroit à un autre qui devrait être sûr. Mais ici, elles sont expulsées des camps de réfugiés, des villages et des villes du nord ou de la Cisjordanie. Nous parlons maintenant d'une guerre en Cisjordanie. Cette campagne sera lancée demain pour une semaine. Elle est menée en étroite collaboration avec des clubs, des ONG, des organisations de femmes, dont le chef de file est la Coalition nationale de lutte contre la violence fondée sur le genre ou la violence à l'égard des femmes.
- Les communautés internationales doivent fournir une aide humanitaire directe et immédiate.
- Troisièmement, amplifier la voix des femmes dans les processus de paix dans toute la région et dans le monde. Trouver des solutions durables et justes.
- La quatrième est l'autonomisation des femmes grâce à l'employabilité des femmes qualifiées et non qualifiées qui contribuent aujourd'hui de manière mesurable aux moyens de subsistance. La communauté internationale doit respecter l'obligation qui lui incombe en vertu de la déclaration de Beijing et d'autres cadres des Nations unies et cadres internationaux de garantir qu'aucune femme, que ce soit en Palestine, en Syrie, au Yémen ou dans d'autres pays, ne soit victime d'un conflit armé.
- La protection des femmes dans les conflits n'est pas facultative. C'est une obligation, un devoir et un impératif moral. Avant de conclure, je tiens à dire à quel point j'ai été inspirée par les jeunes dirigeants. Ce qui m'a inspirée, c'est le point de vue de la jeune femme, désolée, je ne connais pas son nom, mais c'est une conseillère d'Afrique du Sud, je crois. Elle a dit : « Nous apportons des perspectives et de l'innovation. Nous sommes les leaders d'aujourd'hui, pas les leaders de demain. » Elle a dit que nous plaidons en faveur d'une meilleure santé, de meilleurs soins, d'une meilleure éducation. Et vraiment, les jeunes femmes doivent être soutenues par les partis politiques. Il ne suffit pas d'être une jeune dirigeante. Et je me fais l'écho de ce que vous avez dit, ma chère. Cela me ramène également à ce qu'Emilia Saiz a dit à propos de la qualité de l'égalité.
- Je vous remercie beaucoup, Emilia Saiz. C'est très important la qualité de l'avancement de l'égalité. Je pense donc que la direction que nous prenons est fondamentalement très importante et je plaide en faveur de l'inclusion, du leadership transformateur, tous ces mots à la mode sont très importants,

mais la façon dont nous les mettons en œuvre est très importante. Merci beaucoup. Je vous remercie de votre attention.

- **Mme Carole Morillon, responsable des affaires internationales de CGLU**
  - Merci d'avoir partagé ces perspectives mais aussi ces réalités très concrètes, et merci d'avoir apporté la perspective des questions de genre dans les conflits. Vous avez mentionné en particulier l'importance de la voix des femmes dans les processus de paix, ce qui est évidemment un point très important. Je n'entrerai pas dans les détails, mais je voudrais juste rappeler que nous aurons un forum à Montevideo sur la paix, les villes et les territoires de paix, avec une composante particulièrement importante sur les femmes dans les processus de paix.
  - Je vous remercie pour votre soutien continu. Vous êtes membre du comité permanent depuis près de deux ans maintenant. C'est vraiment formidable de pouvoir compter sur votre engagement. Je vous remercie de tout cœur.
  - Nous allons maintenant passer à la perspective régionale eurasienne. Nous avons avec nous Mme Alexandra Ignatieva, qui est à la tête d'une municipalité. Je pense que vous ferez votre présentation en russe.
- **Mme Alexandra Ignatieva, maire venant de la section Eurasie de CGLU**
  - Ils sont donc la section Eurasie de CGLU. Les femmes et les hommes sont égaux d'après la loi. Tous les ans les femmes eurasiatiques sont de plus en plus actives dans la politique locale. Le nombre de femmes augmentent et dans certaines villes arrivent au seuil recommandé par l'ONU de 30%.
  - On observe un progrès positif dans la gestion des villes par les femmes avec une proportion moyenne de femmes dans le rôle d'exécutif qui est passait de 17 à 19% et une augmentation de femme dans les mairies passant de 19 à 24%.
  - L'observation indique que le soutien dans les zones rurales est important car les femmes ont moins d'opportunité et des conditions de vie plus difficiles. La localisation géographique joue un rôle avec une présence de tradition très violente contre les femmes dans les endroits les plus ruraux comme le droit d'enlèvement, les mutilations génitales et les mariages forcés.
  - La priorité est de sensibiliser par rapport aux ODD et aux droits des femmes dans les zones rurales et les villes isolés. Ce sont les priorité de CGLU Eurasie qui est d'arrivé à l'égalité des droits indépendamment du genre.
  - Le comité du genre partage des résultats positives. Moscou est numéro 1 au niveau de l'égalité de genre pour les salaires et l'espérance de vie. Au niveau national et internationale, la priorité du genre est moindre qu'avant car il y a des bons résultats obtenus et que la parité existe.
  - Il y a un certain nombre d'entreprise qui encourage l'égalité de genre et l'égalité de salaire. Il y a beaucoup de projets au niveau de l'éducation et des initiatives indépendantes qui promeuvent la solidarité entre femmes.
  - Il faut attirer les jeunes femmes au niveau politique national en Russie et aussi au niveau municipale, avec par exemple la chambre de la jeunesse parlementaire.
  - Il y a aussi un syndicat qui permet ce type de position et de rendre la jeunesse plus efficiente dans la prise de décision.

- Il y a un accès à des positions plus élevées pour les femmes, avec notamment des chambres parlementaires menées par des femmes.

- **Mme Carole Morillon, responsable des affaires internationales de CGLU**
  - Merci beaucoup pour cette intervention. Merci de nous expliquer le travail important que le comité de genre d'Eurasie réalise sur la participation des femmes.
  - Nous avons également pris note du travail effectué sur le poids des traditions, lié à ce travail de sensibilisation, que le comité effectue et, évidemment, particulièrement pertinent pour la session d'aujourd'hui, l'implication des jeunes et des leaders de la jeunesse dans la région eurasienne.
  - Madame est également un membre de longue date de cette commission et je vous remercie de votre présence.
  - Je vais maintenant clore cette série d'interventions par la dernière.
  Du point de vue métropolitain, nous avons avec nous la secrétaire des relations internationales de Sao Paulo, Mme Angela Gandra.
- **Mme Angela Gandra, secrétaire des relations internationales de Sao Paulo**
  - Je vous remercie. Tout d'abord, bonjour à tous les membres de la commission. Je voudrais saluer la communauté et tous les pays réunis et unis ici.
  - Je vais vous présenter quelques données et défis en Amérique latine.
  J'aimerais remercier Metropolis Femmes d'aider la vie urbaine à faire en sorte que davantage de femmes occupent des postes de direction.
  - Nous savons qu'en 2022, seules 16 des villes membres de Metropolis étaient dirigées par des femmes. Nous confirmons donc que les villes dont la gouvernance est inclusive sur le plan du genre investissent davantage dans les services sociaux, la sécurité publique, les soins de santé et l'éducation. Des villes comme Barcelone, Bogota, Freetown et Mexico ont prouvé que lorsque les femmes prennent les rênes, elles apportent les deux. Des politiques qui remettent en question les normes sociales et améliorent la qualité de vie, notamment par le biais de politiques de soins.
  - Mais les politiques de soins sont le chaînon manquant de la politique humaine. En fait, il s'agit d'une politique. Le travail de soins représente 9 % du PIB mondial, mais une grande partie de ce travail n'est pas réparti. Nous devons reconnaître le fardeau des femmes, mais aussi l'importance de ce travail pour les familles et la société, et essayer d'offrir des opportunités économiques à ce secteur également, n'est-ce pas ? Nous savons qu'en investissant dans des politiques de soins, les villes peuvent créer des environnements qui soutiennent à la fois les soignants et les soignés, renforçant ainsi les économies locales, réduisant les écarts entre les sexes et garantissant que les travailleurs du secteur des soins ne sont plus sous-évalués. Et sur la tête. C'est un défi pour nous dans la métropole.
  - Et Metropolis se bat depuis plus de 40 ans. Metropolis s'est fait le champion de l'égalité des sexes dans les domaines du plaidoyer, du partage des connaissances, de l'apprentissage de ville à ville et du financement des villes. Rien qu'en 2024, les efforts de plaidoyer de Metropolis ont permis à plus de 100 fonctionnaires municipaux de se familiariser avec les politiques de soins

et au moins 25 dirigeants municipaux ont bénéficié d'un soutien au renforcement des capacités pour développer des systèmes de soins locaux. - Mais j'aimerais apporter le point de vue de l'Amérique latine, et plus particulièrement du Brésil. Nous recherchons des politiques publiques composites. Les politiques publiques ici au Brésil et en Amérique latine avec les villes d'Amérique latine. Nous avons beaucoup à faire.
- Ici, par exemple, il est politiquement correct de placer des femmes à la table d'un séminaire de notre congrès, mais il n'y a qu'une seule femme, et elle a une place et un espace. Elle a un espace mais elle n'a pas de voix. Elles ne peuvent pas aller plus loin parce qu'elles n'ont pas encore vraiment de voix. Nous essayons donc d'avoir une politique publique positive, une méthode de travail positive, de parler aux hommes, d'amener les hommes au dialogue. De ne pas avoir des femmes à la table seulement pour les apparences. Comment peuvent-elles avoir une plateforme ?
- Je ne parlerais même pas d'autonomisation, car nous avons le pouvoir. Nous devons simplement avoir l'occasion de le montrer. Mais nous essayons de le faire sans agressivité. Mais nous essayons de composer des dialogues, sans jamais perdre de vue les principaux postes de direction, non seulement dans le domaine juridique, mais aussi dans les entreprises, l'éducation et tout ce qui s'ensuit. Et je pense que nous avons progressé pas à pas, même au sein du Congrès national.
- Nous avons des quotas qui, à mon avis, ne sont pas justes. Mais quoi qu'il en soit, nous avons aujourd'hui environ 20 % de femmes au Congrès national, ce qui est une victoire. Nous devons montrer et promouvoir. Il y a des places pour les femmes et aussi leur autonomie à la maison, l'autonomie économique et nous avons beaucoup travaillé sur l'entreprenariat pour les femmes afin qu'elles puissent être économiquement viables et respectées à la maison également. Cela prend beaucoup de temps, mais nous nous battons pour cela. Pas dans le mauvais sens du terme. Mais d'une manière positive, comme je l'ai dit.
- Je vous remercie de votre attention.

- **Mme Carole Morillon, responsable des affaires internationales de CGLU**
  - Merci beaucoup pour cette intervention. Merci de nous rappeler que lorsque les femmes prennent les devants et elles l'ont fait ces dernières années, dans des villes très importantes du monde, dans des métropoles comme Barcelone, Bogota, etc, quand elles prennent les devants, la place des soins au cœur de l'agenda politique au cœur des services publics. La rectitude qui est effectivement toujours d'actualité en 2025 et l'importance d'associer les hommes au dialogue, comme nous l'évoquions auparavant.
  - Merci beaucoup. Et bienvenue également à cette commission permanente car vous avez également été nommée récemment. Merci donc pour votre implication dans ce travail. Sur ce, je vais redonner la parole à notre Secrétaire générale, Mme Emilia Saiz.
- **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
  - Merci. Excellent travail et merci beaucoup à tous les membres du comité permanent.

- Nous en avons maintenant le préfet de Santo Domingo de la Los Achulas : Johana Nuñez. Johanna, ravie de vous avoir parmi nous.

- **Mme Johana Nuñez, préfète de Santo Domingo de los Tsachilas**
  - Merci de m'avoir invité. Je vous parle depuis la préfecture du pays. Il y a 23 préfectures dans le pays. Nous partageons notre travail sur l'éradication de la violence contre les femmes .
  - C'est un défi de mettre en œuvre la loi contre la violence contre les femmes. Il y a 10 provinces qui ont des projet spécifiques pour éradiquer la violence contre les femmes et fournir des soins complets.
  - Nous avons différentes actions pour renforcer la capacité de conseiller, d'accompagner, de développer des outils pour autonomiser les gouvernements des province et promouvoir une culture du respect, une culture de l'égalité des sexes sur tout le territoire national, mais le plus important est de faire savoir à nos femmes du territoire qu'elles ont des droits et qu'elles doivent être respectées, mais pour cela, nous devons les préparer, nous devons leur dire que Santo Domingo de los Achiles a une école pour les femmes.
  - Ainsi que toutes les provinces à travers les congrès de formation, de sensibilisation et d'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les autorités et nos agents publics de tous les gouvernements provinciaux, notamment sur la question de l'égalité et de la démocratie à l'égard des femmes. La participation des tables rondes nationales à la prévention et à l'éradication intégrales des crimes contre les femmes est fondamentale.
  - En Équateur, il y a des défis. Mais, il y a surtout une femme candidate pour la présidence rendu au 2nd tour de l'élection et cela est merveilleux. Il faut travailler avec les femmes et les hommes pour un pays en paix.
  - En Équateur, il y a un problème de manque de ressources économiques pour les projets et une faible articulation du gouvernement central. Il manque de plus une certaine stabilité politique. Une stabilité politique qui est nécessaire et qui est espéré avec un président qui serait élu à la majorité.
  - Il y a aussi une persistance dans le modèle socio-culturelle qui perpétue la violence contre les femmes surtout dans les zones rurales et la préfecture à du pouvoir en ce sens. Car , il y a de plus en plus de femmes à la tête des préfectures.
  - Les modèles socioculturels qui naturalisent l'importance de la violence contre les femmes, notamment au sein du groupe, sont ceux sur lesquels nous avons une plus grande compétence en tant que préfets. C'est très différent des municipalités du pays.

- **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
  - Merci beaucoup. Merci de faire le lien entre la politique nationale et territoriale. Nous avons déjà dépassé le temps imparti. Je vais céder la parole pour clôturer aux membres des philippines pour partager quelques nouvelles. A propos des jeunes.

- **Stephany Tan, conseillère de la ville de Catbalogan**
  - Oh, merci beaucoup. C'est très rafraîchissant d'entendre nos représentants de la jeunesse et le travail inspirant des gouvernements des différentes

régions. Je dois faire vite car il est déjà très tard. Chers présidents, membres de l'équipe et collègues participants.
- Comme nous l'avons démontré aujourd'hui à la Commission permanente pour l'égalité des genres de CGLU, je souhaite aborder l'intersectionnalité critique des priorités de la jeunesse et de l'égalité des genres dans le contexte de l'agenda Beijing + 30. Je vais résumer cela simplement pour souligner également ce que nous faisons au niveau de CGLU.
- Nous collaborons pour organiser un forum annuel de la jeunesse visant à autonomiser les jeunes. Le forum propose également le Youth Future Lab, une session de mentorat dédiée conçue pour doter les participants de compétences pratiques et d'une réflexion stratégique pour relever les défis urbains dans ce contexte. Pour cela, nous vous proposons les priorités clés suivantes liées aux questions de jeunesse.
- Numéro un, l'autonomisation par le renforcement des capacités. Numéro deux, le développement de politiques inclusives. Également, la lutte contre l'intersexualité. Renforcer les réseaux et les partenariats, le suivi et la responsabilisation.
- Avant de conclure avec ce que nous aimerions pour aller de l'avant avec Beijing+30, j'aimerais partager un peu de mon expérience. J'espère pouvoir inspirer les jeunes femmes. Je suis Stephany Tan, conseillère de la ville de Catbalogan.
- J'ai beaucoup vécu en tant que jeune dirigeante, une femme, j'ai vécu cela quand j'avais 23 ans, quand je me suis présentée comme cheffe de village. Depuis j'ai été présidente de tous les chefs de village, j'avais 25 ans. En tant que conseillère municipale, à 27 ans, jusqu'à me présenter comme la plus jeune et la première femme maire de notre ville, à 29 ans. J'ai dû me battre beaucoup, en tant que jeune femme. Et cette femme a été remise en question. Comment je peux diriger. Ils disent que je ne peux pas parce que je suis une femme. Et je suis jeune. C'est un véritable défi pour moi, mais j'ai réussi à le surmonter. Et pendant mon mandat de maire, j'ai veillé à renforcer le rôle des jeunes, en particulier des jeunes femmes. Leur donner un siège dans chaque conseil, tout en les équipant grâce à un renforcement permanent des capacités et des aptitudes, en leur offrant également de nombreuses opportunités pour leurs difficultés économiques, de santé et autres.
- Je voudrais souligner notre formation annuelle, parfois deux fois par an, au leadership, car nous encourageons nos jeunes à être des leaders et à être dans et avec le gouvernement local. Comme je le dis toujours, il faut toujours d'investir dans notre jeunesse, en particulier dans nos femmes. Mais malgré tous ces efforts, je suis sûr que jusqu'à présent, nous avons encore beaucoup de choses à faire.
- Et sur ce, je voudrais conclure une fois de plus. En tant que représentante de la composante CGLU et co-présidente de la Commission des femmes dans le gouvernement local de la composante CGLU, engageons-nous à donner la priorité aux voix des jeunes dans nos discussions et nos actions. Ensemble, nous pouvons démanteler les barrières et favoriser une culture d'égalité et d'autonomisation pour tous nos jeunes et nos communautés. Merci à tous.

- **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
  - Merci beaucoup. J'apprécie vraiment que vous ayez non seulement soutenu notre engagement en faveur d'un engagement significatif des jeunes et de notre attention également en ce qui concerne l'égalité, mais que vous ayez également mis en avant votre propre exemple. Je veux dire, vous avez fait l'expérience de ce que c'est que d'être un jeune dirigeant élu et je suis sûr que cette expérience est utile et encourageante. Beaucoup d'entre vous ont été ces jeunes dirigeants élus qui ont montré la passion et la conviction de travailler en avant.

  J'ai été maire adjoint de SEPCA en Mauritanie et je suis membre du Réseau des jeunes élus locaux d'Afrique.
- **Aïsata Ba, maire adjointe en Mauritanie et membre du réseau des jeunes élus locaux en Afrique**
  - J'ai été maire adjointe en Mauritanie et suis membre du réseau des jeunes élus locaux en Afrique.
  - On a notamment pu distribuer des boîtes de médicaments pour les jeunes. Les jeunes sont l'avenir de demain.
  - Il est important d'avoir beaucoup de formation pour les jeunes et de trouver la motivation et le courage à transmettre pour poursuivre l'objectif de l'égalité femme-homme. Ce courage et cette motivation nous a été transmises par Mme Fatimetou Abdel Malik, présidente de CGLU-Afrique et présidente de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres. C'est elle qui accompagne, motive et donne de la force pour montrer que la jeunesse existe.
- **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
  - Merci. Il est très important de reconnaître tous ceux qui vous entourent et qui vous donnent le pouvoir et la conviction de continuer à mener le bon combat. Merci donc d'avoir reconnu notre chère présidente, Fatimetou Abdel Malik. Mais je sais aussi, Aïsata Ba, que le pouvoir réside en vous. Je sais à quel point vous faites preuve d'un leadership important et inspirant dans votre ville.
- **Mme Ntakebuka Wilhelmine, coordinatrice régionale de l'Afrique francophone au sein de l'alliance internationale des femmes**
  - J'ai beaucoup de responsabilité. Je suis coordinatrice régionale de l'Afrique francophone au sein de l'alliance internationale des femmes. Je suis aussi modératrice d'un collectif de femme engagé pour la paix et le développement en RDC (république démocratique du Congo). Mais aussi point focal des femmes leaders engagées dans la mise en œuvre et la stratégie national de la mobilisation de l'armement et de la stabilisation du pays.
  - La situation en RDC est compliqué et affecte l'équilibre du genre. Même s'il y a des avancées et des femmes au gouvernement, ça reste compliqué. Les femmes sont peu représentées dans les entités territoriales, à la base, comme cheffe de village ou dans les collectivités territoriales. Il y a très peu de directrices d'école et cela crée un déséquilibre. Dans un contexte de guerre, ce sont les femmes qui sont le plus victimes.

- Je me sens en difficulté en tant qu'activiste. Je suis activiste depuis 29 ans et très épuisée par ce travail. Un travail où l'on côtoie les victimes de violence. Cela affecte même ma santé.
- Il faut travailler à la paix car la guerre ne facilite pas le travail. Cette situation est particulière pour la RDC mais existe aussi dans d'autres pays d'Afrique. Il faut des plaidoyers de paix pour pouvoir atteindre les objectifs de Beijing.

- **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
  - Merci d'apporter ces expériences et de parler de ces conditions difficiles, qu'expérimentent aussi les collègues en Palestine. La paix est d'une importance primordiale qui me tient à cœur. Je passe mainetenant a parole à la présidente.
- **Mme Fatimetou Abdel Malick, présidente de la région de Nouakchott, présidente de CGLU-Afrique, présidente de la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres**
  - Merci d'avoir participer à cette réunion. Nous avons pu remplir nos objectifs de la réunion.
  - Cela a été très interactif comme voulu. On a pris connaissance du rôle des jeune. Cela donne envie à nous autres de rester jeune. La jeunesse est un état d'esprit. Cet engouement pour cette réunion parmi les jeunes est important.
  - Merci beaucoup à tous les collègues qui ont fait l'effort de participer à cette réunion.
  - Je suis en solidarité avec les femmes palestiniennes, ukrainiennes et en RDC, et à toutes les femmes qui traversent ces mêmes difficultés.
  - On a dépassé les 130 participants, ce qui montre l'engouement autour de ces questions et cela est exceptionnel.
  - L'équipe de la commission sous la houlette de Emilia Sais va enrichir la feuille de route grâce à toutes vos contribution.
  - Remerciements.
- **Mme Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU**
  - Remerciements
  - On va inclure beaucoup de vos idées dans nos documents et dans nos positions. Tout ceci va faire partie des politiques soutenues par les gouvernements locaux dans le monde.
  - On se revoie le 13 et 14 mars à New York pour la CSW.
  - Au revoir.